

Déclaration du Parti ouvrier indépendant Non à la violence et à la répression d'État

Une nouvelle fois, répression brutale ce samedi 26 janvier, à l'occasion de « l'acte XI » des Gilets jaunes.

Une nouvelle fois, plusieurs manifestants blessés, certains gravement.

Depuis le 17 novembre et le début de la mobilisation des Gilets jaunes : près de six mille personnes ont été placées en garde à vue. Rien qu'à Paris, plus de la moitié de ces gardes à vue ont débouché sur un classement sans suite, ce qui témoigne de l'arbitraire mis en œuvre par le gouvernement.

On dénombre plus de deux mille blessés dont plus de cent blessés graves, comme, le week-end dernier, Jérôme Rodrigues. Certains sont mutilés à vie, notamment par des tirs à bout portant de balles de défense. Des dizaines de manifestants ont perdu un œil, d'autres ont eu une main arrachée...

Qui est responsable de cette violence ? Qui l'utilise pour tenter de faire refluer l'immense colère qui s'exprime dans le pays ?

Qui sinon Macron et son gouvernement qui, à chaque manifestation, depuis plus de deux mois, mettent le pays en état de siège ?

Qui sinon ce gouvernement qui répète qu'il entend maintenir l'intégralité de ses orientations et qui prétend répondre aux exigences démocratiques et sociales de millions de travailleurs par un « grand débat » dont le seul objectif, dans la logique corporatiste et bonapartiste des institutions de la V^e République, est que tous, partis, élus, organisations syndicales, s'associent à la tentative de sauvetage d'un régime et d'une politique entièrement au service du capital financier ?

Le POI dénonce fermement la violence d'État qui s'abat sur les Gilets jaunes, comme elle s'était abattue sur les travailleurs mobilisés contre la loi travail de Hollande.

Plus que jamais, deux camps s'opposent.

D'un côté, un gouvernement en crise, fragilisé mais qui entend poursuivre sa politique de destruction de toutes les conquêtes ouvrières au profit du capital financier, et qui s'appuie pour le faire sur les institutions antidémocratiques de la V^e République.

De l'autre, l'immense majorité qui dit : « Ça suffit ! »

Le POI, dans la continuité de la déclaration adoptée par son bureau national le 19 janvier dernier, réaffirme : « *Ouvrir une issue démocratique exige d'aider au rassemblement de toutes les forces de la classe entraînant la masse de la population laborieuse pour imposer la loi de la majorité au capital financier et aux institutions à son service. C'est tout l'objectif des comités de résistance et de reconquête que les militants du POI, aux côtés de militants politiques de toutes tendances, de syndicalistes, de Gilets jaunes, d'élus, œuvrent à organiser et à structurer dans tout le pays.* »

Secrétariat permanent national du POI,

lundi 28 janvier 2019